

Pour qui votent les économistes

Ils sont d'accord sur le diagnostic : la France a besoin de réformes structurelles. Mais les économistes restent partagés sur le candidat idéal. Royal séduit, surtout les plus jeunes, par son pragmatisme et l'accent mis sur l'éducation. Sarkozy rassure par sa vision plus claire des solutions et des stratégies à suivre.

PIERRE DE GASQUET ET VÉRONIQUE LE BILLON

On brocardait son manque d'« expertise », voire son insoutenable légèreté... Et voilà que la fine fleur des économistes français de Harvard et de la toute nouvelle Ecole d'économie de Paris (EEP) salue son « pragmatisme » et son « sens de l'innovation ». Alors qu'Olivier Blanchard, cinquante-huit ans, responsable du département d'économie du MIT (Massachusetts Institute of Technology), et connu pour son engagement à gauche, a annoncé, le 13 mars, son ralliement surprise au camp de Nicolas Sarkozy, la plupart des jeunes économistes en vogue (Askenazy, Piketty, Philippon, Aghion, Maurin...) ont déclaré leur flamme à la candidate du PS (voir « l'appel des 27 économistes » dans « Les Echos » du 4 avril). La chasse aux « têtes chercheuses » est ouverte. Dans la dernière ligne droite, leur caution peut avoir un certain poids. D'autant que, derrière la guerre de positions médiatique et les manœuvres tactiques, semble émerger un vrai clivage entre « anciens et modernes », même s'il porte davantage sur la méthode que sur le fond des propositions.

A chacun son style. A la différence du candidat de l'UMP, les deux autres grands candidats ont clairement identifié leurs experts. Pour Ségolène Royal, les chefs de

file sont Pierre-Alain Muet, professeur à Polytechnique, et Dominique Meda, grande spécialiste du « modèle danois ». Pour François Bayrou, c'est Christian Saint-Etienne, ancien barriste fervent partisan de la « troisième voie », basée sur la social-économie et l'Etat stratège. En revanche, si l'on peine à identifier les économistes « purs et durs » de Nicolas Sarkozy, c'est qu'il s'est beaucoup appuyé sur le travail souterrain des cabinets ministériels et des directions centrales de Bercy. Qui plus est, il revendique son indépendance d'esprit. « *Je ne me lève pas tous les matins en me demandant ce qu'auraient fait Ricardo, Keynes ou Hayek* », aime-t-il à répéter. Ni gourou ni star-système, donc, du côté de l'UMP. Cela ne veut pas dire, pour autant, que les meilleurs experts n'ont pas été consultés.

Sarkozy et le « groupe des dix »

Dans son livre sur la « Sarkozy connexion », la journaliste Hedwige Chevillon révèle le rôle décisif du « groupe des dix » qui a « œuvré dans l'ombre pendant plusieurs mois et s'est autodissous, le 29 septembre 2006 au matin, après avoir rendu ses 58 propositions à Nicolas Sarkozy » (1). Piloté par l'ancien ministre du Budget Alain Lambert, sous l'œil vigilant de la « tête chercheuse » de l'UMP, Emmanuelle Mignon, ce groupe a jeté les bases du programme économique et social du candidat. On y retrouvait le patron d'AXA, Henri de Castries, le directeur de l'Institut Montaigne, Philippe Manière, Yves de Kerdrel (éditorialiste au « Figaro »), mais aussi deux économistes de poids : Jean-Hervé Lorenzi (pourtant proche de DSK), président du Cercle des économistes, et Christian de Boissieu, l'actuel président délégué du Conseil d'analyse économique (CAE), ainsi que plusieurs énarques (Frédéric Gonand, Philippe Heim, Marguerite Bérard...), ou encore Nicolas Baverez, auteur de « La France qui tombe ». « *Beaucoup de nos idées sont passées, notamment sur le marché du travail, la réforme de l'université et les finances publiques* », confie un membre du « groupe des dix ». « *Le fait que Sarkozy ait repris les recommandations du rapport Cahuc-Kramarz [deux « strauss-khaniens »*

d'origine] sur le contrat unique montre bien qu'il sait faire sienne les bonnes idées, d'où qu'elles viennent. »

Il n'y a pas que des économistes « rangés » et des énarques derrière Nicolas Sarkozy. Professeur à HEC, David Thesmar, trente-quatre ans – coauteur du « Grand Méchant Marché » avec Augustin Landier –, confie avoir œuvré au sein de groupes de travail de l'UMP. « Dans mon domaine d'expertise, l'économie financière, il y a une défiance des marchés qui ne me satisfait guère chez tous les candidats. Mais dans d'autres domaines : marché du travail, enseignement supérieur... l'UMP est plus claire et plus courageuse. »

Du côté de Ségolène Royal, on est un peu plus dans le débat permanent. Démocratie participative oblige. En témoinne ce fameux déjeuner du 13 mars organisé, à la Maison de l'Amérique latine, à Paris. Un petit cercle d'élus avait été convié. La plupart sont des « disciples » ou d'anciens élèves de Daniel Cohen, l'un des économistes les plus en vue du moment, proche de DSK, à l'origine de la création de la nouvelle [Ecole] d'économie de Paris (EEP). La plupart des participants (Thomas Piketty, Thomas Philippon, Philippe Aghion, David Spector...) salueront l'« ouverture » et les qualités d'écoute de la candidate. Une véritable opération de charme, soigneusement relayée par l'association des « amis de Ségolène Royal » pilotée par Pierre Bergé, et cela le jour même où Olivier Blanchard (MIT) annonce son ralliement surprise à Nicolas Sarkozy, au motif que ce dernier « a une idée plus claire des solutions et des stratégies à suivre ».

« On a été séduit par son écoute et son pragmatisme. La grande nouveauté de l'approche de Ségolène Royal, c'est de mettre les partenaires sociaux au centre des négociations et de leur donner un vrai pouvoir en favorisant la négociation par rapport aux

mesures législatives », raconte Thomas Philippon, trente-deux ans, professeur assistant à New York University. L'auteur du « Capitalisme d'héritiers » est l'un des premiers à avoir rallié, « spontanément », le camp de la candidate socialiste, à l'automne dernier. Malgré certaines réserves sur le SMIC à 1.500 euros – « c'est le programme du PS, pas celui de Ségolène Royal », ou la dramatisation excessive de l'impact des délocalisations sur l'emploi, il approuve l'accent mis sur la « flexécurité ».

La revanche des strauss-kahniens

Cela ne veut pas dire que la méthode Royal est synonyme de constante improvisation. Fondateur du Centre d'analyse économique (CAE) avec Lionel Jospin en 1997, Pierre-Alain Muet a largement contribué à la gestation des 100 propositions du discours de Villepinte de la candidate PS. Mais le noyau dur des strauss-kahniens, Cohen-Piketty-Askenazy, a pris le relais. Avec le renfort de Philippe Aghion, cinquante ans, professeur à Harvard, médaille d'or du CNRS en 1995 et spécialiste reconnu de la croissance, et d'Eric Maurin (auteur de « L'Égalité des possibles »), la revanche des strauss-kahniens est totale. Au point que, selon un proche du PS, « le groupe piloté par Pierre-Alain Muet s'est même un peu senti dépossédé ».

« En réalité, je ne pense pas très différemment d'Olivier Blanchard. Entre économistes, il y a un accord général sur le diagnostic : la France accuse un retard par rapport aux autres pays européens en termes de réformes structurelles », explique Philippe Aghion. « Mais outre notre désaccord sur la baisse des prélèvements obligatoires, notre crainte, c'est qu'en imposant la loi sur le service minimum, Nicolas Sarkozy démarre avec un conflit social », ajoute ce fervent partisan d'une approche néo-schumpetérienne, basée sur la croissance par l'innovation et les réformes structurelles.

Tardif et un peu désordonné en apparence, ce ralliement de la nouvelle vague des économistes correspond aussi à un certain recentrage du projet Royal. On insiste beaucoup plus sur la recherche et le dialogue social que sur les délocalisations ou le SMIC à 1.500 euros. De l'aveu même de nouvelles recrues, c'est davantage la méthode participative de Ségolène Royal que le fond de ses propositions qui séduit. Dans l'entourage de Nicolas Sarkozy, on ironise volontiers sur le caractère évasif et la nature « intéressée » de ce ralliement essentiellement basé sur sa promesse d'investissement « massif » dans la recherche et l'éducation. « En réalité, elle n'écoute personne. Son programme ne repose sur aucune analyse économique sérieuse », estime un proche de l'UMP.

Pas tout à fait vrai. A y regarder de près, la candidate du PS semble avoir chez les économistes un éventail de soutiens plus large que le candidat de l'UMP. Ou, du moins, ceux-ci s'affichent-ils plus volontiers. Mais, parfois, on peut se demander si certains d'entre eux ne votent pas davantage avec leur cœur qu'avec leur tête. A cet égard, le coup d'éclat de l'ex-directeur de l'Ecole d'économie de Paris (EEP), Thomas Piketty, trente-cinq ans, est révélateur. En faisant état de « lapeur » que lui inspirait Nicolas Sarkozy dans une vidéo diffusée sur Internet le 22 février, le jour même où Dominique de Villepin inaugurerait l'établissement, ce brillant diplômé de l'EHESP (Ecole des hautes études en sciences sociales), qui a enseigné au MIT, a jeté un froid y compris dans le camp des « royalistes ». Cet épisode a précédé de peu sa démission de la direction de l'EEP, le 20 mars, afin de « se libérer pour des recherches ». « Ma décision était prise de longue date », assure l'intéressé. François Bourguignon, chef économiste de la Banque mondiale, est appelé à lui succéder. D'autres ont opté pour la neutralité.

D'une manière générale, les économistes de banque répugnent à se positionner. Chef économiste Europe à Morgan Stanley, Eric Chaney a participé en 2005 à une convention de l'UMP sur l'économie et a considéré dans un article envoyé à ses clients que Nicolas Sarkozy créerait un environnement plus « business friendly » que Ségolène Royal. Mais il refuse de se poser en « économiste partisan ». Quant à Patrick Artus (CDC-Ixis), il a sévèrement épinglé les deux principaux candidats en déplorant une « méconnaissance des dossiers » chez Royal, et un projet sans colonne vertébrale à droite.

« Garder une certaine indépendance »

De même, Pierre Cahuc, brillant économiste de l'université Paris-I et coauteur, avec Francis Kramarz, d'un rapport remarqué sur la sécurité sociale professionnelle ayant inspiré le projet de contrat de travail unique de Nicolas Sarkozy, refuse de se ranger derrière une bannière. « Ma conception, c'est de donner des informations avec objectivité et de garder une certaine indépendance », explique-t-il. Il parle d'expérience. Coauteur avec Patrick Artus d'un rapport critique sur la proposition de Nicolas Sarkozy de défiscaliser les heures supplémentaires, il a vu son texte « bloqué » au Centre d'analyse économique. Selon « Le Monde » du 21 mars, Patrick Artus aurait même reçu un SMS furibond – « On s'en souviendra ! » – du directeur de campagne de Nicolas Sarkozy à ce sujet...

« On est l'un des derniers pays où l'on oppose les méchants libéraux qui veulent faire du monétarisme et très peu d'inflation aux gentils néo-keynésiens qui veulent faire des politiques d'assistance. Quand on est entre nous, on est d'accord sur le fait que le problème majeur de la France est d'augmenter le stock d'heures travaillées pour relancer la croissance », estime Frédéric Gonnand, auteur de « Pourquoi la rupture s'impose » (2). En début de campagne, le Cercle des économistes, copiloté par Patrick Artus et Jean-Hervé Lorenzi, avait publié un ouvrage à vocation clarificatrice : « Politique économique de droite, politique économique de gauche ». « Nous souffrons, dans le débat politique français, d'une énorme difficulté, disaient-ils. Ni la droite ni la gauche ne veulent s'assumer comme telles. » L'idée était de proposer aux candidats des options clairement identifiables. Une manière de s'élever au-dessus du débat ou... un coup d'épée dans l'eau ?

- (1) « Sarkozy connection », Hachette Littéraires, 2007, 85 pages.
- (2) « Pourquoi la rupture s'impose », préface d'Alain Lambert, Éditions Ellipses, 2007.

L'effet Blanchard met la blogosphère en ébullition

Avis « professionnel ». « Pourquoi je voterai Sarkozy. » En diffusant le 13 mars sur le site de l'agence intellectuelle bruxelloise Telos (www.telos-eu.com) un article expliquant les raisons qui le conduisaient à faire « plus confiance à Sarkozy qu'à Royal pour réaliser les réformes nécessaires à la France », l'économiste et professeur au MIT Olivier Blanchard a fait mouche au sein du microcosme. Ce d'autant, rappelle-t-il, qu'il a « toujours voté pour le candidat socialiste dans le passé ». « Ce billet mérite d'être signalé, pour deux raisons au moins. La première est qu'Olivier est l'un des trois ou quatre économistes français les plus connus, et que son avis

compte. La seconde est qu'on ne le classe pas naturellement parmi les partisans de l'UMP », note Bernard Salanié, lui-même parti enseigner l'économie à l'Université de Columbia, à New York, et dont le blog, « L'Économie sans tabou », est l'un des plus consultés, avec celui de Yannick Fondeur et Carole Tuchsziher ou celui d'Olivier Bouba-Olga, spécialiste des délocalisations... « Parce qu'il s'agit d'un économiste français parmi les plus visibles, cela ne laisse pas indifférent », confirme Etienne Wasmer, chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Considéré en général comme un des trois Français les plus reconnus dans la sphère

académique, avec le nobélisable Jean Tirole (université de Toulouse-I) et Philippe Aghion (Harvard), Olivier Blanchard ne regrette rien son « coming out ». « Il est du droit (si ce n'est du devoir) d'un économiste de donner une opinion professionnelle sur les propositions qui relèvent de son domaine de compétences », explique-t-il aux « Echos ». Mais il reconnaît que l'économiste n'est pas forcément bien placé pour endosser l'ensemble du programme d'un candidat. « En ce sens, mon soutien à Sarkozy peut être critiqué comme l'utilisation d'une réputation professionnelle pour un avis plus général sur lequel j'ai peu d'expertise. »

Présidentielle : la galaxie des économistes

Du côté de Nicolas Sarkozy

- Olivier Blanchard (MIT)
- Alain Lambert
- Michel Didier (Rexecode)
- Christian de Boissieu (Conseil d'analyse économique)
- David Thesnard (HEC)
- Frédéric Gonand (OCDE)
- Jacques Delpla (BNP-Paribas)
- Philippe Mongin (CNRS, HEC)

Du côté de Ségolène Royal

- Daniel Cohen (Ecole normale supérieure)
- Pierre-Alain Muet (Polytechnique)
- Thomas Piketty (EHESS)
- Philippe Aghion (Harvard)
- Philippe Askenazy (CNRS)
- Thomas Philippon (MIT)
- Eric Maurin
- Jean Pisany-Ferry (université Paris-Dauphine)
- Elie Cohen (CNRS)

Les "non-alignés"

- Patrick Artus (CDC-Ixis)
- Jean-Paul Fitoussi (OFCE)
- Pierre Cahuc (université Paris-I)
- Jean-Hervé Lorenzi (université Paris-Dauphine)

Du côté de François Bayrou

- Christian Saint-Etienne (université Paris-Dauphine)
- Jean-Claude Casanova (Sciences-Po)
- Jean Peyrelevade

F. Bourdeix - IEA, DRH

Ségolène Royal semble avoir un éventail de soutiens plus large que Nicolas Sarkozy chez les économistes. Ou du moins ceux-ci s'affichent-ils plus volontiers.